



Front Syndical de Classe Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

"Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates. (...) Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste." Charte d'Amiens

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale



Rapport introductif 21 avril - Marseille

Un combat se déroule dans notre pays qui peut être un tournant dans son histoire.

Le pouvoir des grands groupes capitalistes, des gros actionnaires qui ont placé leur commis Macron à la Présidence de la République, doté de tous les pouvoirs à la faveur d'un système électoral inique, a lancé une gigantesque attaque contre les droits sociaux et démocratiques de notre peuple dans la ligne des gouvernements précédents avec une volonté affirmée d'imposer définitivement le modèle néo-libéral.

Les stratèges du capital considèrent en effet que le moment est propice pour accélérer la guerre des classes sur le modèle revendiqué de la blitzkrieg, c'est-à-dire de la guerre-éclair chère aux nazis, et pour en finir enfin avec l'exception française liée aux luttes et au modèle social issu de 1936 et 1945, certes bien affaiblie mais qui pose encore problème aux tenants du profit maximum : droit du travail, sécu, services publics appuyés sur des statuts protecteurs à la fois des agents et des usagers, logement populaire, transports, hôpitaux publics, salaires, allocations chômage, retraites, Bac national et accès à l'université, diplômes et qualifications liés aux conventions nationales de branche, mutuelles à but non lucratif, formation professionnelle, retraites, laïcité..... tout doit disparaître ou être privatisé pour permettre au capital d'accroître l'exploitation et de récupérer les milliards qui lui échappent encore grâce aux systèmes solidaires mis en place notamment après la seconde guerre mondiale en application du programme du CNR. Cette politique n'est pas inventée par Macron.

Celui-ci, en bon représentant direct de l'oligarchie capitaliste connectée sur l'UE et sur l'OTAN, applique la contre-révolution néolibérale inspirée des Reagan et Thatcher, formalisée au niveau continental par l'UE et ses directives pour tenter de surmonter la crise systémique du capitalisme depuis les années 1970.

La construction de l'UE est l'axe stratégique des grands groupes capitalistes des pays capitalistes européens dominants. Elle consiste avant tout en la mise en place d'un espace continental et transcontinental d'accumulation du capital permettant de mettre les travailleurs en concurrence pour réduire le prix de la force de travail, de subventionner massivement le capital et de détruire tout espace démocratique de contestation et d'expression politique des exploités. Un empire supranational à l'abri des peuples, une thérapie de choc anti-sociale, des Etats balkanisés et des euro-régions, une politique impérialiste appuyée sur l'Otan et sur l'augmentation des dépenses militaires offensives, une criminalisation du communisme et du syndicalisme de lutte, voilà la feuille de route européenne du capital.

Et que l'on prenne la casse du droit du travail, les contre-réformes des retraites, les plans de réorganisation territoriale, la privatisation de la SNCF, la fin du statut des cheminots, la destruction des services publics et de la FP, les délocalisations, la pression sur les salaires, ... il n'est pas une des contre-réformes qui ne soit préparée à l'échelle continental par l'UE puis appliquée nationalement par les gouvernements aux ordres.

Et l'oligarchie eurocapitaliste trouve que la France retarde sérieusement dans l'application de cette politique, eu égard aux résistances des travailleurs, et qu'il convient désormais de ne plus faire de quartier. Elle est décidée à terminer le travail entrepris depuis plus de 30 ans pour reprendre tout ce que les travailleurs ont conquis par leurs luttes et pour formater la société pour le profit maximum.

Tout ceci se passe dans un contexte anti-démocratique de plus en plus asphyxiant au niveau européen comme au niveau national. Au niveau européen, l'approfondissement de l'UE s'est basé sur le viol du non populaire de 2005 contourné par le traité de Lisbonne validé par Sarkozy, Hollande, Macron mais aussi par la confédération européenne des syndicats. De même, l'UE s'accommode très bien voire favorise la montée des mouvements l'extrême-droite qui gouvernent dans de nombreux pays en association avec la droite extrême.

En France, la chasse aux syndicalistes et aux militants s'amplifie année après année, la répression s'accroît chaque jour sous nos yeux, de NDDL aux CRS dans l'université, et, sous couvert de combattre les « fake news », s'installe un contrôle d'Etat extrêmement inquiétant sur les sites internet. Rappelons au passage contre ceux qui reconnaissent Macron comme président légitime que celui-ci n'a aucune légitimité populaire avec ses 15 % des inscrits au 1^{er} tour et les 56 % d'abstention au second tour des législatives en étant soutenu comme jamais par les médias et les puissances d'argent françaises et mondiales. Miracle de la démocratie formelle, il détient toutes les manettes politiques et vient de faire passer en catimini l'état d'urgence dans la loi normale.

C'est bien un système totalitaire qui se met en place sous nos yeux, chargé de calmer les colères du peuple face à la violence de la société capitaliste pourrissante par la propagande permanente, par l'abrutissement des travailleurs et par la répression.

Bienvenue donc dans la démocrature européenne, celle-là même qui faisait dire à l'ami des paradis fiscaux et président de la commission de Bruxelles JC Juncker : « *il n'y a pas de démocratie hors des traités européens* ». D'ailleurs, comme l'expliquait tranquillement Macron il y a quelques semaines à la BBC, « *si les Français votaient sur l'UE, ils se prononceraient sans doute pour le Frexit* », raison pour laquelle, ajoute-t-il, il n'organisera pas de référendum.

Face à cette guerre de classe, face à la réaction sur toute la ligne, en ce printemps 2018, les résistances populaires montent d'un cran.

FP, EPAHD, santé, retraités, cheminots, étudiants, avocats, air France, énergie, éboueurs, carrefour, travailleurs sociaux, Ford... Ce sont des dizaines de luttes qui se déroulent au même moment contre le même adversaire. Il faut souligner ici le rôle clé des cheminots pour le mouvement populaire comme pour le pouvoir. Pour Macron, les cheminots sont l'équivalent des mineurs britanniques pour Thatcher. Si Macron réussit à infliger une défaite cuisante à l'un des secteurs les plus organisés et les plus combatifs de la classe ouvrière, c'est une boulevard qui risque de s'ouvrir devant lui pour finir de détruite le pays et ses acquis.

Alors, comment gagner ?

Les grandes luttes perdantes de ces dernières années, 2003, 2010 ou 2016 livrent des enseignements dont il faut se servir : la soumission au syndicalisme rassemblé avec les organisations syndicales qui suivent la ligne de la CES et trahissent les luttes en plein vol a pour conséquence de mettre le mouvement populaire à la remorque de ceux qui travaillent à sa défaite. De l'affaiblissement des revendications à des calendriers de lutte marqués par des journées saute-moutons en passant par le torpillage des luttes et le refus explicite de leur convergence, il n'y a rien à tirer du syndicalisme rassemblé au sommet avec les organisations de collaboration de classe.

A l'inverse, les mouvements gagnants de l'histoire du pays nous livrent les clés de la construction d'un mouvement social, de 1936 à 1995 en passant par 1945 ou 1968.

Quand l'unité se fait sur la base des revendications, quand le rapport de forces et la luttes des classes sont revendiquées face à l'adversaire qui la mène consciemment, quand le blocage des profits capitalistes est utilisé en même temps que d'autres formes de luttes comme les grande manifestations nationales, quand les organisations du monde du travail syndicales, politiques et associatives marchent main dans la main, la force du peuple travailleur est irrésistible.

Aujourd'hui, cheminots, électriciens gaziers, fonctionnaires, étudiants, salariés du privé délocalisés ou se battant pour la hausse des salaires, petits paysans et artisans étranglés, salariés uberisés, retraités appauvris, chômeurs soumis à l'arbitraire administratif... sont en position de pouvoir rassembler un vaste « tous ensemble » contre les forces du capital, seul moyen de gagner au lieu de perdre les uns après les autres.

C'est maintenant que nous pouvons faire basculer le rapport de forces en faveur de tous ceux qui n'en peuvent plus de subir les politiques austéritaires qui détruisent les vies, les emplois, les solidarités, les services publics, sacrifient la jeunesse, ruinent le pays... Pour ce faire, il est indispensable de montrer que les revendications liées à chacune de luttes se rejoignent contre le pouvoir qui dégrade la situation de tous, contre le néolibéralisme agressif de Macron, du MEDEF et de l'UE.

Aux salariés, paysans, chômeurs, retraités, étudiants, fonctionnaires de pousser pour cela, aux organisations du monde du travail de s'engager dans cette voie sans manœuvres ni arrière-pensées, sans entretenir surtout la division notamment entre syndicalisme et politique.

D'une part, ni le politique ni le syndical ne détiennent seuls la clé et aucun des deux ne l'a jamais emporté seul. Toutes les grandes avancées de notre classe (début du siècle, 36, 45, 68...) ont été arrachées à l'époque où le syndicalisme de classe CGT et les militants ouvriers de classe, alors principalement regroupés dans le PCF, portaient ensemble, chacun avec sa spécificité, les revendications de l'ensemble de notre classe. Plus précisément encore, l'engagement des militants CGT de classe au sein de la Résistance puis la CGT réunifié au sein de CNR a été un élément clé des grandes avancées sociales de la période 45-47 portées par les glorieux ministres communistes tous syndiqués à la CGT qu'étaient Maurice Thorez auteur du statut de la Fonction Publique, de Marcel Paul créateur d' EDF-GDF, d'Ambroise Croizat et fondateur de la Sécu.

D'autre part, la lutte syndicale ne peut, sous peine de perdre en efficacité, se contenter de cibler les conséquences du fonctionnement capitaliste, elle doit nécessairement soutenir son action par la mise en cause du système lui-même. S'attaquer aux effets du système capitaliste sans remonter à la racine condamne le mouvement syndical à aller de recul en recul comme nous le constatons depuis des années. Car le système économique capitaliste ne peut se survivre qu'en augmentant sans cesse l'exploitation des travailleurs et le syndicalisme ne peut pas oublier que ses plus grandes conquêtes sont toujours balayées par les capitalistes dès qu'ils peuvent prendre leur revanche.

C'est pourquoi la lutte pour l'expropriation capitaliste est vitale comme l'expliquait déjà la Charte d'Amiens. Cette nécessaire lutte révolutionnaire pose directement à la fois la question de la propriété des entreprises et celle de l'État comme appareil de domination d'une classe sur les autres, autrement dit la question politique du pouvoir et de la constitution d'un pouvoir populaire et du socialisme.

Le mouvement syndical ne peut donc ni rester à l'écart des questions politiques ni repousser d'un

revers de main méprisant la nécessité de constituer des fronts reliant acteurs associatifs, culturels, syndicaux et politiques pour la conquête de la démocratie populaire, économique et sociale.

En ce sens, l'importante manifestation unitaire du 14 avril à Marseille à l'initiative notamment de l'UD 13 montre la voie. Il faut amplifier cette démarche et la généraliser dans tout le pays ; cela suppose de convaincre les hésitants et notamment la direction confédérale de la CGT qui jusqu'à présent, tient avec FO le discours du chacun chez soi et récuse la nécessité d'une union entre forces syndicales, politiques et associatives qui fut pourtant la clé des succès de 36, 45 ou 68.

Comme l'expliquait après le 14 avril Pascal Galeoté *secrétaire général CGT des dockers de Marseille* : *« Il y a une forme d'inertie au niveau de la confédération. Bien sûr que c'est compliqué, on n'est pas tous au même niveau de lutte selon les métiers, les régions. Mais il y a actuellement plusieurs foyers qui ne demandent qu'à se propager. Ce qui se passe aujourd'hui doit servir de référence, ça doit se faire de partout et chaque responsable syndical doit prendre ses responsabilités. »*

Autour et avec les cheminots, participons et faisons grandir toutes les initiatives qui veulent stopper Macron dans sa course : le 1^{er} mai, le 5 mai, le 22 mai notamment en veillant à l'unité sans en rebaisser sur les revendications et en posant la nécessité d'un grand mouvement tous ensemble en même temps alliant grèves, blocages de la production et manifestations de masse.

Deux points pour finir :

- tout d'abord les questions internationales et les risques de guerre mondiale que les forces dominantes du capitalisme font courir à l'humanité. La crise du capitalisme et les recompositions permanentes des aires de domination entre puissances impérialistes

déterminent une marche à la guerre qui rappelle les pires heures de notre histoire.

Le syndicalisme de classe et de masse a toujours mis à la paix et la lutte contre l'impérialisme au menu de son action en faisant le lien entre les luttes sociales et les luttes contre les guerres impérialistes et contre les dépenses de surarmement au seul bénéfice des capitalistes de l'armement et dans la seule perspective de guerres impérialistes et néocoloniales sans fin. Cette question est majeure au moment où la France officielle renouvelle son engagement impérialiste avec Trump et s'engage à porter à 2% du PIB ses dépenses d'armement au sein d'une « défense européenne » elle-même arrimée à l'OTAN.

Il faut le dire sans cesse : régression sociale et guerres impérialistes sont les deux faces de la même pièce de la crise capitaliste. Aujourd'hui, alors que le pv lance la France dans des aventures guerrières cyniques meurtrières, nous devons dénoncer avec force les interventions illégales et illégitimes en Syrie, qui ne font que succéder à la destruction de l'Irak ou de la Libye pendant que le Yémen subit une terrible guerre.

Le dernier point concerne le FSC lui-même. Le FSC n'est pas une organisation syndicale de plus. Comme le précisent ses statuts, le FSC est une association qui vise à aider les militants syndicaux à se battre, dans leurs organisations, sur les bases du syndicalisme de classe et de masse.

Depuis notre fondation, nombre de nos idées, parce qu'elles correspondent à la réalité, ont avancé et sont reprises désormais assez largement. C'est ainsi que la phrase d'Henri Krasucki sur la régression sociale que nous avons exhumée est dans tous les cortèges. Nous avons aussi contribué à la popularisation de la FSM en France que nous avons été parmi les premiers et souvent les seuls en France à mettre en avant, en parallèle avec la dénonciation du discours sur « l'Europe sociale ». En effet, ce n'est pas *dans* et *pour* la « construction » européenne, mais *contre elle* et hors d'elle que se construira l'Europe des

luttons pour le progrès social, pour la souveraineté des peuples et pour la coopération internationale. Dans ce cadre, il est impératif de s'éclairer sans cesse sur la Confédération européenne des syndicats, appendice de l'UE pour casser le syndicalisme de lutte et laisser les mains libres au grand patronat européen.

Alors, certains affirment publiquement en désignant le FSC qu' « *il ne faut pas casser la baraque* », qu' « *il faut seulement lutter à l'interne dans son syndicat pour redresser la ligne* ».

Les militants du FSC, tous syndicalistes, savent que la bataille du syndicalisme de classe est à mener dans les syndicats, ils le font chaque jour. Mais ils savent aussi qu'il est nécessaire de travailler entre camarades d'organisations et de professions différentes afin de mener dans chacune d'elles la lutte pour le syndicalisme de classe et afin d'en finir avec la division syndicale pour réunifier les salariés dans une grande CGT de classe et de masse ré-affiliée à la FSM.

Ce combat pour l'unité syndicale de combat, pour l'indépendance vis-à-vis du patronat, des gouvernements, de l'UE, pour la sortie de la CES et la réadhésion à la FSM, nous continuerons à le mener dans la ligne de ce que nous avons accompli depuis 2009.

Camarades, le capitalisme condamne les travailleurs aux reculs sans fin, la planète à la destruction de l'environnement, les peuples de nombreux pays aux guerres, à la misère, à la famine, à la subordination politique, aux inféodations culturelles, à la destruction des Lumières, aux migrations de masse subies. Le pourrissement de ce système et l'aiguïsement de

ses contradictions entraînent une spirale guerrière et impérialiste qui met le monde à feu et à sang comme cela a déjà été le cas avant les deux guerres mondiales du XXème siècle.

Dans notre pays, les forces du capital avancent à grands pas et le lien social se décompose au même rythme que le pays se dissout dans l'Europe atlantique des euro-régions et des métropoles.

Mais cette situation n'est pas une fatalité. Les forces du capital toutes-puissantes ont une immense faiblesse : c'est le peuple travailleur qui produit toutes les richesses par son travail et qui, s'il parvient à élever son niveau de conscience, peut changer la donne.

Il dépend en partie de nous que les résistances quotidiennes dans de nombreuses entreprises et services publics parviennent et à se généraliser et à gagner enfin en appuyant le combat d'idées sur la nécessité vitale de changer de société, d'arracher le pouvoir des mains d'une classe sociale parasite prête à tout casser pour se maintenir en place, de construire une société fondée sur la propriété collective des grands moyens de production et d'échanges et sur une véritable démocratie économique et sociale. Alors que les luttes se développent à nouveau en ce début d'année 2018, travaillons d'arrache-pied à redonner de l'influence au syndicalisme de masse et de classe qui se bat contre les attaques au quotidien, qui part de celles-ci pour remonter aux racines de l'exploitation et à la nécessité du changement de pouvoir et de société, qui met en cohérence les luttes sociales défensives et les luttes offensives afin de poser la question du pouvoir de classe à l'échelle de la nation sans jamais ménager l'Europe capitaliste.